

C a n a d a
Province De Québec
District De Montréal

Nº.: 500-05-059435-006

**Régie du
logement:**

Nº.: 31-000215-071-G [éviction illégale]
[Bref de possession: Nº.: **500-02-089609-007**

exécuté sans droit le 26 janvier 2001]

=====

Nº.: 31-000215-071-J-000331

[rétractation/récusation, etc.]

Nº.: 31-000215-071-T-000629

[rétractation]

Nº.: 31-000531-061-G

[demande reconventionnelle, remplacée par :

Nº.: 500-05-059435-006]

C o u r S u p é r i e u r e
(Chambre civile)

KATHLEEN MOORE,

Plaintiff-PETITIONER,

-VS.-

LA PROCUREUR GÉNÉRAL

DU QUÉBEC, es qualité the **Régie du
logement**

and **Maître Christine Bissonnette**

-et als-

Co-Défendants.

(All jointly and severally)

Defendants-RESPONDENTS

-et-

Sandra Bodnar, es qualité, Greffière

Adjointe

Michel Côté, es qualité Maître des Rôles

Gérald Moores, es qualité, Directeur,

Plumitif

Mis-en-cause.

REQUÊTE POUR CORRIGER LE PLUMITIF

ET POUR INCLURE LE JUGEMENT FINAL

DANS LA CAUSE Nº.: 500-05-061581-003

DANS LES INDEX ET JOURNAL DES JUGEMENTS

(Articles 2, 20, 46 Code de procédure civile, L.R.Q., c. C-25)

*(Articles 13(d)(v), 13(d)(vi), 13(d)(xiv)(e), 13(d)(xiv)(f) Règles de pratique
de la Cour supérieure du Québec en matière civile, L.R.Q. c. C-25, r.8)*

(Articles 2814, 2815, 2837, 2840, 2841, 2842, 2847, 2860, Code civil

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE
SIÉGEANT EN DIVISION DE PRATIQUE, DANS ET POUR LE
DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DEMANDERESSE-INTIMÉE-
REQUÉRANTE EXPOSE CE QUI SUIT :**

1. L'article 13, *Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matière civile*, c. C-25, r. 8, prévoit entre autre comme suit:

“13. Registres et Index. Le greffier tient, sous forme de volume, de fiches, de filme, d'enregistrement magnétique ou selon qu'autrement décidé par le juge en chef de concert avec l'administration, les **registres et index** suivants:
[...]

d) un plumitif contenant:

- i. le numéro de cause;
- ii. les noms des parties;
- iii. la nature de la demande, le montant réclamé et la date du dépôt de l'exemplaire;
- iv. la nature et la date d'entrée de toutes les pièces de procédure;
- v. **une note succincte de tous les documents;**
- vi. **une note succincte de tous actes judiciaires et interlocutoires et jugement définitifs rendus et leur date;**
- vii. la date de chaque séance du tribunal et la date du dépôt du procès-verbal d'audience de cette séance;

viii. la **date où le dossier est complet** et celle où il est expédié au juge pour délibéré; [...]

e) un **index contenant les originaux des jugements**, sauf ceux rédigés et signés sur un procès-verbal d'audience ou sur une requête;

f) un **journal des jugements contenus au registre précédent** [...]"

2. Selon l'article **2814 C.C.Q.**:

"Sont authentiques, notamment les documents suivants, s'ils respectent les exigences de la loi:...

3. Les registres **des tribunaux judiciaires** ayant juridiction au Québec; [...]"

3. **Jean-Claude Royer**, écrivant dans *La Preuve Civile*, 2e édition publié par Les Éditions Yvon Blais inc., 1995 à la page 229 nous informe:

"**410. Qualité du document** – Le document reproduisant les données d'un acte juridique inscrites sur support informatique **a une valeur probante**, [est recevable—voir **414**] lorsqu'il est intelligible et présente des garanties suffisamment sérieuses de fiabilité. Un imprimé d'ordinateur est **intelligible**, s'il est écrit en langage ordinaire et s'il est normalement lisible. Il est **fiable** lorsque l'inscription, la conservation et la reproduction des données se sont effectuées dans des circonstances qui permettent au tribunal de conclure que le document reproduit vraisemblablement l'acte juridique."

4. Le *Code Civil du Québec* nous renseigne sur les éléments essentiels pour qu'une reproduction fasse preuve **de la teneur** du document:

"**2841.** Pour que la reproduction fasse preuve **de la teneur** du

document, au même titre que l'original, elle doit reproduire fidèlement l'original, constituer une image indélébile de celui-ci et permettre de déterminer le lieu et la date de la reproduction.

En outre, la reproduction **doit avoir été faite en présence d'une personne spécialement autorisée** par la personne morale [voir 2840]ou par le Conservateur des archives nationales du Québec.”;

5. L'article **13.1**, L.R.Q. c. C-25, r. 8 se lit comme suit:

“13.1. Mise à jour du plumeitif. Lorsque le dossier est acheminé à la cour ou au juge, un relevé du plumeitif à jour y est versé et les relevés précédents sont détruits.”;

6. L'article **15**, L.R.Q. c. C-25, r. 8 se lit comme suit:

15. Certificat d'état de cause. Nulle demande en justice introduite par déclaration, contestée au fond, n'est portée au rôle d'audience à moins qu'un certificat d'état de cause selon le formulaire III, délivré par le greffier, ne soit déposé au dossier. Dès le dépôt du certificat, le greffier en donne avis aux parties et à leurs procureurs;

Une Note Succincte De Tous Les Documents:

7. En vertu de l'article **13(d)(v)**, L.R.Q. c. C-25, r. 8, et nonobstant ce qui précède, l'extrait du plumeitif daté du **7 août 2001** et portant sur la cause N^o: **500-05-061581-003** et dont copie certifiée est jointe au soutien des présentes pour faire preuve de son contenu comme si réité au long ici, ne fait aucune mention de l'existence de la requête de la Requérente soussignée intitulée **“Motion to Quash Requête du locateur en irrecevabilité”** datée du **“26 décembre 2000”**, signifiée et produite le **“27 décembre 2000”** et présentable pour le **“28 décembre 2000”** tel qu'arrangé avec le maître des rôles par les huissiers Gauthier Levy;

8. La soussignée a droit et intérêt de demander que le plumeitif soit corriger afin de porter mention de sa dite requête **“Motion to Quash”** plus

amplement décrite au paragraphe 7 ci-haut, entre autres parce qu'elle veut conserver son droit de demander que le présent dossier N^o: 500-05-059435-006 soit jugé sur la même preuve;

**Un Une Note Succincte De Tous Actes Judiciaires
Et Interlocutoires Et Jugement Définitifs Rendus Et Leur Date**

9. En date du **16 janvier 2001**, comme il appert plus amplement au dossier, **jugement définitif et final** en cette cause a été rendu par **l'Honorable Juge Nicole Bénard** accueillant la requête incidente selon l'art. **165(4) C.p.c d'Audet Messier** pour Intimé; déboutant la REQUÉRANTE soussignée de sa requête non-inscrite (Art. **48, Règles de pratique**) introductive d'instance selon les articles **834 et seq** et **846(1)**, Titre VI, Livre V, C.p.c. ainsi que l'article **23, Charte**, L.R.Q. Ch. C-12 déposée devant la Cour Supérieure le **27 novembre 2000** les plaidoiries étant incomplète (Art. **48, Règles de pratique**), **l'Hon. Juge Bénard** émettant jugement exactement comme suit au procès-verbal :

REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ

11:27 Argumentation par Me Lamy.”

JUGEMENT

Le tribunal **ACCUEILLE** la requête en Irrecevabilité;

REJETTE la requête en évocation de la requérante.

LE TOUT avec dépens.”

(procès-verbal, p. 2, signé de juge **Nicole Bénard**)

FIN 11:30

10. En vertu de l'article **13(d)(vi)**, L.R.Q. c. C-25, r. 8, le plumitif

doit porter “**une note succincte de tous actes judiciaires et interlocutoires et jugement définitifs rendus et leur date**” tandis que l’extrait du plumeitif daté du **7 août 2001** et portant sur la cause **N^o: 500-05-061581-003** dont copie certifiée est jointe au soutien des présentes pour faire preuve de son contenu comme si réité au long ici, ne fait aucune mention de l’existence du **jugement définitif et final** rendu sur la requête d’**Audet Messier** datée du **11 janvier 2001** et entendue et accueillie le **16 janvier 2001** par l’**Hon. Judge Nicole Bénard**;

11. Le plumeitif en regard de jugement rendu le **16 janvier 2001** dit que “**JUGT VOIR P-V SUR REQ**” qui ne communique aucune “**teneur**” (**2841 C.C.Q.**) de l’acte authentique et qui n’est nettement suffisante vu les *Règles de pratique* et selon **Jean-Claude Royer**, écrivant aux pages 230-231:

“**414. Force probante du document reproduisant un acte juridique**—Le document reproduisant les données d’un acte juridique inscrites sur support informatique fait preuve de son contenu s’il est recevable, est intelligible [voir **410**] et présente des **garanties suffisamment sérieuses de fiabilité**. [...] Il fait preuve de son contenu non seulement contre le gestionnaire du système informatique, mais aussi en sa faveur. [...] **Le tribunal est donc lié par le contenu du document reproduisant les données de l’acte juridique inscrites sur support informatique**, si ce document n’est pas contredit par une **preuve contraire**.”

12. Plus loin sur ce sujet, **Royer** (*supra*) explique aux pages 226-227:

“[...] lorsqu’un acte juridique est d’abord constaté dans un écrit authentique [...] le document reproduisant les données de cet acte, inscrites postérieurement sur support informatique, n’est admis que dans des circonstances exceptionnelles. [...] Ce serait le cas par exemple, si l’écrit constatant un contrat est perdu. [...] Comme un écrit rapportant un acte juridique, le document reproduisant

l'inscription informatisée **peut être admis à titre d'aveu** ou de commencement de preuve contre son auteur, et à titre de témoignage, dans les circonstances exceptionnelles **où un écrit peut corroborer, remplacer ou même contredire un témoignage.** [...] Dans son commentaire en regard de l'article **2837** C.C.Q., le ministre de la Justice déclare: [...] Ces documents ne seront recevables que dans le cas où une preuve secondaire peut être admise, ou encore dans le cas où des dispositions législatives, tels les articles **2840 à 2842** [C.C.Q.] établissent qu'ils font preuve au même titre que l'original s'ils respectent les conditions par la loi.”

13. Le cas échéant que le dossier de la cause N^o: **500-05-061581-003** se trouve perdu ou détruit en partie ou en entier, le tribunal serait mal prise de se trouver “lié” par le contenu de l'extrait du **plumitif dans son état actuel** dont copie est jointe aux présentes;

14. La soussignée a droit et intérêt de demander que le plumitif soit corriger afin de porter **une note succincte** identifiant le jugement de **l'Hon. Nicole Bénard**, j.c.s. rendu *ex-parte* dans trois (3) minutes le **16 janvier 2001** comme étant **jugement définitif et final**, et que cette mention comporte le mot “**ÉVOCATION REJETÉE**” afin de faire preuve de la **teneur** (**2841** C.C.Q.) du document;

15. Qui plus est, et ce selon les articles **13(e)** et **(f)**, L.R.Q. c. C-25, r. 8, la soussignée a droit et intérêt de demander que **l'original** dudit **jugement définitif et final** de **l'Hon. Nicole Bénard**, j.c.s. rendu *ex-parte* le **16 janvier 2001** soit déposé dans l'**Index des jugements** et mentionné dans le **Journal des jugements** de cette **Honorable Cour**;

La Date Où Le Dossier Est Complet
Et Celle Où Il Est Expédié Au Juge Pour Délibéré:

16. Étant donné que le premier alinéa de l'article **13** n'utilise pas la phrase “**peut tenir**” et compte tenu de la *Loi d'Interprétation*, l'extrait du

plumitif joint aux présentes **doit** en faire mention à l'effet que le dossier N^o: **500-05-061581-003** n'était pas complet mais qu'il a été référé à **l'Hon. Juge Nicole Bénard**, j.c.s. par voie de la requête incidente d'**Audet Messier** pour jugement final en cette cause;

17. La soussignée a droit et intérêt de demander que le plumitif soit corrigé afin d'inclure la mention que le dossier N^o: **500-05-061581-003** n'était pas complet quand il a été délivré à **l'Hon. Juge Nicole Bénard** le **16 janvier 2001** pour **jugement définitif et final**;

18. La Régie du logement et ses commissaires *et als* par voie de leurs procureurs **Cadieux et Associés** (voir lettre datée du **21 décembre 2000** audit dossier, dont copie conforme est jointe au soutien des présentes) ont acquiescé en avance au jugement définitif et final du **16 janvier 2001** par **l'Hon. Juge Nicole Bénard**, j.c.s.;

19. La/Le Ministre de Justice a assisté à l'audience du **16 janvier 2001** par voie de ses procureurs **Bernard, Roy & Associés**, représentés par **Maître Lizann Demers**, et ce pour fins de soutenir la Requête d'**Audet Messier** que **l'Hon. Juge Bénard** a accueillie en **rejetant l'Évocation** du soussignée, et par conséquent se sont soumis audit jugement **définitif et final** rendu en trois (3) minutes le **16 janvier 2001**;

20. La soussignée était au courante de l'existence de ladite jugement depuis le **17 janvier 2001** mais dû au fait qu'elle était expulsée illégalement de son logement le **26 janvier 2001** par la Procureur Général agissant pour l'Intimé en cette cause **Conrad Arciero**, donc causant des inconvénients sérieuses au Requérante sur le plan juridique, la Requérante ne pouvait pas contester ledit jugement en temps utile par exemple dans les délais (de rigueur) pour le porter en rétractation;

21. Ceci étant dit, le jugement définitif et final de **l'Hon. Juge Nicole Bénard**, j.c.s. en cette cause met fin à la juridiction de la Cour Supérieure dans le dossier N^o: **500-05-061581-003**;

22. La Requérante, sous toutes réserves que de droit, ignore pour

l'instant le jugement illégal daté du **19 janvier 2001** rendu par l'**Hon. Claude Tellier**, j.c.s pendant siégeant *functus officio* et *ex-parte*, accordant à **Conrad Arciero**, (le maintenant ex-locateur du Requérante n'ayant aucun lien de parenté avec elle) en **ouvrant un régime de protection de majeurs et curatelle déguisée** sous **injonction globale permanente** sans aucune timbre judiciaire ni pour l'injonction ni pour curatelle, nonobstant défendant le Requérante de produire aucune procédure légale que ce soit non seulement dans le dossier N^o: **500-05-061581-003**, mais dans toute matière evant tout tribunal que ce soit sans la signature au préalable de **Lyse Lemieux**, l'**Hon. Juge en chef**, donc annulant tous ses droits sous la Charte Québécoise, ses droits civils et constitutionnaux;

23. Ledit jugement illégal daté du **19 janvier 2001** rendu par l'**Hon. Claude Tellier**, j.c.s *functus officio* et *ex-parte* est aussi illégalement noté au plumitif sous le rubrique "**JUGT VOIR P-V SUR REQ**" et n'est aussi par conséquent compris dans les **Index** et **Journal des jugements** de la Cour Supérieure;

Une Note Succincte De Tous Les Documents:

24. En ce qui concerne l'article 13(d)(v) L.R.Q. c. C-25, r. 8, les documents suivants sont au dossier tel que constaté par la Requérante soussignée le **9 août 2001**, mais ne sont pas mentionnés au plumitif, et doivent être y inclus:

i) Letter dated **December 21, 2000** from **Mtre. Anne Morin** of Cadieux **et Associés** stating *inter alia*:

“La Régie du logement n’entend pas faire de représentations lors de la présentation de la requête en irrecevabilité et s’en remettre à la décision de la Cour.”

ii) Fax of **January 3, 2001** from **Kathleen Moore** to the Practise Division at 2:26 p.m., attention **André Dion**, stating, *inter alia*:

“In hearing on **December 28, 2000** in Room **2.08**, both court copy and stamped original of my Evocation, together with all proofs of service, were missing from Record, despite the assurance of my bailiffs, **Richard Gauthier** and **Lillian Levy** on **December 27th** that all had been served and the proofs were in the record.” [Which corresponds to notations of **André Dion** on **January 3, 2001** *Procès-verbal* to the effect that there was no Evocation on the role of **January 3rd**. Moreover, this note is pertinent in light of the fact that the file itself was apparently missing from the hearing room on **December 28, 2001**, **Judge Vital Cliche** presiding, such that all copies of the Evocation were suppressed to hide the fact that bailiff **Richard Gauthier** had not attached any proofs of service to them.]

iii) Letter dated **January 10, 2001** from **Kathleen Moore** to **Mtre. Denis Lamy** discussing (a) illegible proceedings due to compatibility problems of e-mail to fax gateway, over clean copy of Recusation of **Judge Vital Cliché** (b) dates of availability of the other parties would be requested following re-serve of legible documents;

iv) Fax-letter dated **January 16, 2001** sent from AKK Dépanneur at 18:45 A.M. stating, *inter alia*:

“Without Prejudice / All Rights Reserved

January 16, 2001

To: Maître des Rôles, Superior Court 864-8588
Audet Messier (Avocats) 954-9981 / 382-9676

Re: 500-05-061581-003

Today's docket Room 2.16

Please be advised that for health reasons I am unable to attend at **9:00** a.m. this morning. Please reschedule for **Friday, January 19th** at soonest. A medical certificate will be provided.

Govern Yourselves Accordingly.

Kathleen Moore, Petitioner

“Confirmed by telephone
8:35 AM with
Mme Griset, C.S.”

- v) Fax dated **January 16, 2001** from **Kathleen Moore** to **Audet Messier** and Practise Division providing medical certificate from **Source Unique** medical clinic as promised that morning, with medical certificate reading, *inter alia*, “food poisoning” [these documents have been stapled to the back of Audet Messier’s motion dated **January 11, 2001**];
- vi) Letter dated **January 17, 2001** to **Kathleen Moore** from **Audet Messier** as deposited by **Audet Messier**, notifying Kathleen Moore that her Evocation had been dismissed by **Judge Bénard** on **January 16, 2001**, and that Audet Messier’s second motion prsentable on the same date had been postponed to **January 19, 2001**;
- vii) Photocopies de divers d pos es par quelque partie autre que la Requérante des décisions *functus officio* et *ex parte* de la Régie du logement poursuivant illégalement la Requérante entre le **15 février 2000** et le **6 octobre 2000** selon l’art. **1889 C.C.Q.**, sans aucune procédure légale étant d pos e et signifi e au Requérante par l’Intimé **Conrad Arciero** qui en violait la transaction qu’il a sollicité le **4 mars 2000** dont l’original a été montré au régisseur Bissonnette et copie certifi e d pos e au dossier—les divers décisions d pos es sont  num r es comme

suit:

a) 31-000215-071-G

Audience: 25 septembre 2000

Jugement: 6 octobre 2000

b) 31-000215-071-J-000331

Audience: 14 juin 2000

Jugement: 15 juin 2000

c) 31-000215-071-T-000629

Audience: 7 août 2000

Jugement: 8 août 2000

d) 31-000215-071-G

Audience: 28 mars 2000

Jugement: 25 septembre 2000”

Fausses Informations

Au Plumitif et au Dossier:

25. Le côté intérieur du dossier lui-même contient l’annotation suivante:

“Date de production: **2001-02-12 Cote 18** No Indicateur 1

Annuler requête pour la signification a été signifier
personnellement au défendeur. Requête mode non nécessaire.
P.G. 878-3143”

26. Si cet item “**Cote 18**” “No Indicateur 1” est relié au mention dans le plumitif, à son numéro **18**, qui indique “REQ. MODE SPECIAL SIGNIFICATION OUVERTURE DE PORTES” datée du **26-01-2001** et produite le **29-01-2001**, l’annotation mentionnée au paragraphe 23 ci-haut

ainsi que la mention au plumeitif décrit ici, constitue une abuse de procédure étant donné:

i) Une requête en évocation selon l'article **846(1)** C.p.c. n'est pas une action possessoire selon l'article **565** C.p.c., et les défendeurs ne peuvent pas employer cette Évocation pour évincer et expulser la Requérente;

ii) De plus, la **Procureur général** semble avoir agi *es qualité* la Régie du logement en ordonnant dans le contexte de cette évocation, son utilisation pour fins d'éviction et expulsion étant donné l'annotation au dossier "**P.G. 878-3143**"; par conséquent cet item est absolument nul est illégal et doit être rayé du plumeitif immédiatement;

iii) Le dossier a été **clos** le **16 janvier 2001** en vertu du jugement définitif et final par **l'Hon. Juge Nicole Bénard** rejetant ladite Évocation – quoique ce soit illégalement, donc ne pouvait pas recevoir d'autres procédures accessoires, toutes les parties adverses ayant acquiescé au jugement final du **16 janvier 2001** en avance;

iv) Si par contre cet item "No Indicateur 1" **n'est pas** relié audite mention dans le plumeitif à son numéro **18**, la soussignée doit affirmer que rien du tout lui a été signifié personnellement entre le **27 janvier 2001** et le **12 février 2001**, et par conséquent doit être rayé du dossier immédiatement comme fausse et diffamatoire;

27. L'article 2, C.p.s. se lit en partie comme suit: "Les règles de procédure édictées par ce code sont destinées à **faire apparaître le droit** et en assurer la sanction [...]" pendant que si le **plumeitif**, les **Index et Journal des jugements** de cette Honorable Cour n'inclurent pas les mentions et les documents ci-haut détaillé(e)s, le droit ne s'appert pas et donc la sanction ne peut pas en être assurée par exemple sur la perte ou destruction accidentale du tout ou d'une partie du dossier N^o: **500-05-061581-003**;

28. L'article **2842** du *Code Civil du Québec* édicte comme suit:

“**2842.** La personne qui a été désignée pour assister à la reproduction d'un document **doit**, dans un délai raisonnable, attester la réalisation de cette opération dans une déclaration fait sous serment, laquelle **doit** porter mention de la nature du document et des lieu et date de la reproduction et certifier la fidélité de la reproduction.”;

29. En vertu de ce qui précède au paragraphe **21** ci-haut, la soussignée a droit et intérêt de demander que **la personne désignée** par cette Honorable Cour pour assister à la correction du plumitif selon la présente requête du soussignée **atteste**, sous serment, dans une déclaration écrite, la nature des corrections portées, la fidélité des corrections et de la reproduction finale ainsi corrigée, et le lieu et la date des corrections, incluant mention que l'original du jugement de **l'Hon. Juge Nicole Bénard** daté du **16 janvier 2001** a été mis dans **l'Index** et inclus dans le **Journal**;

Mise À Jour Du Plumitif:

30. Lorsque les corrections prévues ci-haut soient faites, la soussignée a intérêt et demande que la Déclaration attestant le mis à jour du plumitif soit déposée au dossier et que le nouveau relevé du plumitif **à jour** y est versé étant donné qu'à cette date, il n'y a aucun plumitif que ce soit au dossier N^o: **500-05-061581-003** en vertu de l'article **13.1**, L.R.Q. c. C-25, r. 8;

31. La présente requête est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR:

ACCUEILLIR la présente Requête;

ORDONNER que le plumitif dans la cause N^o: **500-05-061581-003** soit corrigé sans délai afin de porter mention de la requête du Requérante soussignée intitulée “**Motion**

to Quash Requête du locateur en irrecevabilité” datée du **“26 décembre 2000”** signifiée et produite le **“27 décembre 2000”** et présentable pour le **“28 décembre 2000”** par les huissiers Gauthier Levy;

ORDONNER que le plumeitif dans la cause N^o: **500-05-061581-003** soit corrigé sans délai afin de porter **une note succincte** identifiant le jugement de **l’Hon. Nicole Bénard**, j.c.s. rendu *ex-parte* dans trois (3) minutes le **16 janvier 2001** comme étant **jugement définitif et final**, et **ORDONNER** que cette mention comporte le mot **“ÉVOCATION REJETTÉE”**;

ORDONNER que le plumeitif dans la cause N^o: **500-05-061581-003** soit corrigé sans délai afin d’inclure la mention que le dossier N^o: **500-05-061581-003** n’était pas complet quand il a été délivré à **l’Hon. Juge Nicole Bénard** le **16 janvier 2001** pour **jugement définitif et final**;

ORDONNER que l’original du **jugement définitif et final** de **l’Hon. Juge Nicole Bénard** daté du **16 janvier 2001** dans la cause N^o: **500-05-061581-003** soit déposé sans délai dans **l’Index des jugements** de cette Honorable Cour sans aucun autre délai;

ORDONNER que ledit **jugement définitif et final** de **l’Hon. Juge Nicole Bénard** daté du **16 janvier 2001** dans la cause N^o: **500-05-061581-003** soit mentionné dans le **Journal des jugements** de cette Honorable Cour sans aucun autre délai;

ORDONNER en ce qui concerne l’article **13(d)(v)** L.R.Q. c. C-25, r. 8, que les documents énumérés au paragraphe **21** de la présente requête soient mentionnés au plumeitif;

ORDONNER la radiation immédiate de l’item no. **18** du plumitif;

ORDONNER la radiation imédiate de l’annotation ‘Indicateur no 1” et tout le texte de cette annotation sur la page intérieure du dossier;

RÉSERVE au Requérente tous ses droits et recours de faire rayé du plumitif le jugement illégal, *functus officii* et *ex-parte* daté **du 19 janvier 2001** de l’**Hon. Juge Claude Tellier**, j.c.s.;

ORDONNER que la personne désignée par cette Honorable Cour pour assister à la correction du plumitif et l’inclusion du jugement de l’**Hon. Nicole Bénard** daté du **16 janvier 2001** dans les **Index et Journal des jugements** selon la présente requête du soussignée **atteste**, sous serment, dans une déclaration écrite et déposée au dossier **Nº: 500-05-061581-003** d’ici un délai de **TROIS (3) JOURS**, la nature des corrections portées, la fidelité des corrections et la fidelité de la reproduction finale ainsi corrigée, ainsi que le lieu et la date des corrections;

ORDONNER que le nouveau relevé du plumitif **à jour** soit sans délai versé au dossier **Nº: 500-05-061581-003**, aucun plumitif n’étant versé au dossier à cette présente date;

LE TOUT AVEC DÉPENS.

MONTREAL, ce
10ième jour d’août 2001.

Kathleen Moore, Plaintiff

Affidavit

Avis de présentation

Endos

Plumitif certifié

Lettre d'Anne Morin, certifiée

List of Exhibits

A F F I D A V I T

Je, soussignée, **Kathleen Moore**, traductrice, domiciliée et résidante au 7935 boulevard St-Denis, app. # 4, dans les ville et district de Montréal, affirme solennellement ce qui suit:

1. Je suis la **Requérante** dans la présente ***Requête Pour Corriger Le Plumitif Et Pour Inclure Le Jugement Final Dans La Cause N^o: 500-05-061581-003 Dans Les Index Et Journal Des Jugements*** datée du **10 août 2001**;
2. Tous les faits allégués dans la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ:

Kathleen Moore

Assermenté devant moi, à Montréal,
Ce **10e** jour d'août **2000**

Commissaire à l'assermentation
pour le district judiciaire de

AVIS DE PRÉSENTATION

-
-
AU: PROCUREUR GENERAL DU QUEBEC

1, rue Notre Dame est, Bureau 8.00
Montréal, Québec H2Y 1B6

Télécopieur : (514) **873-7074**

PRENEZ AVIS que la présente *Requête Pour Corriger Le Plumitif Et Pour Inclure Le Jugement Final Dans La Cause N°: 500-05-061581-003 Dans Les Index Et Journal Des Jugements* datée du **10 août 2001** sera présentée pour adjudication devant la Cour Supérieure du district de Montréal siégeant en division de pratique dans et pour le district judiciaire de Montréal, Palais de Justice de Montréal, 1 Notre Dame East en la salle **2.16**, le **24 août 2001** à **9h15** ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

MONTREAL, ce 10e août 2001.

Kathleen Moore, Requérante

FORMULAIRE I
(Règlement du Québec C-25)

**BORDEREAU DE TRANSMISSION
PAR TÉLÉCOPIEUR**

(Art. 46.0.2 C.p.c. et Règle 3.1)

(Art. 140.1 C.p.c.)

EXPÉDITEUR

NOM:	Kathleen Moore
-------------	-----------------------

ADRESSE:	7935 rue St-Denis, app 4, Montréal (Qc)
-----------------	---

H2R 2G2

TÉLÉPHONE:	n/a
-------------------	-----

TÉLÉCOPIEUR:	n/a
---------------------	-----

COURRIER ÉLECTRONIQUE:	Kathleen_Moore@hotmail.com
-------------------------------	----------------------------

DESTINATAIRE

NOM:	PROCUREUR GENERAL DU QUEBEC
-------------	------------------------------------

TÉLÉCOPIEUR:	(514) 873-7074
---------------------	----------------

DATE DE LA TRANSMISSION:

HEURE DE LA TRANSMISSION:

Nombre de pages transmises incluant le présent bordereau:

Nature des documents: *Requête Pour Corriger Le Plumitif Et Pour Inclure Le Jugement Final Dans La Cause N^o: 500-05-061581-003 Dans Les Index Et Journal Des Jugements* datée du **10 août 2001** dans le dossier N^o: **500-05-059435-006 . Affidavit . Avis de présentation**

N.B. Si cette télécopie vous est transmise par erreur, veuillez en aviser immédiatement l'**expéditeur** à l'adresse du courrier électronique ci-dessus. Veuillez de plus la retourner par courrier ordinaire la transmission originale reçue sans la reproduire.

Décision, 98-10-16, a.3